BRUXELLES. — CAISSE PUBLIQUE DE PRÊTS (MONT-DE-PIÉTÉ). TRAITEMENT DU PERSONNEL. — NOUVEAU BARÈME. — APPROBATION.

Un arrêté royal, en date du 4 avril 1925, approuve la délibération du 2 février 1925 par laquelle le conseil communal de Bruxelles propose un nouveau barème pour le traitement du personnel de la Caisse publique de prêts de cette ville.

Pour extraits conformes :
Le Secrétaire Général,

Ch^er ERNST DE BUNSWYCK.

BRUSSEL. — OPENBARE KAS VAN LEENING (BERG VAN BARMHARTIGHEID WEDDE VAN HET PERSONEEL. — NIEUWE LOONREGELING. GOEDKEURING.

Bij koninklijk besluit van 4 April 1925 is goedkeuring gehecht aan het raadsbesluit dd. 2 Februari 1925 waarbij de gemeenteraad van Brussel eene nieuwe regeling voorstelt voor de wedde van het personeel van de Openbare Kas van leening aldaar.

Voor echte uittreksels :
De Algemeene Secretaris,

Ch^er ERNST DE BUNSWYCK.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE.

Loi sur les distributions d'énergie électrique (1).

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^er. — *Dispositions générales.*

Article 1^er. Les dispositions de la présente loi n'affectent en rien les droits et obligations afférant aux distributions d'énergie électrique concédées ou exploitées en régie avant sa mise en vigueur, sous réserve des exceptions prévues à l'article 30.

En ce qui concerne les concessions, ces droits sont limités à la durée des contrats de concession en cours, et en ce qui concerne les régies, à trente années à dater de la promulgation de la loi.

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux chemins de fer, tramways, télégraphes et téléphones dont l'installation sur les voies publiques et l'exploitation sont régies par des lois spéciales.

Art. 2. L'Etat, les provinces et les communes ont le droit d'effectuer, aux fins et conditions prévues par la présente loi, le transport et la distribution de l'énergie électrique au moyen de conducteurs qui empruntent des voies publiques faisant ou ne faisant pas partie de leur domaine respectif.

L'Etat, les provinces et les communes ont également le droit de permettre à des particuliers ou à des sociétés d'utiliser la voie

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, n° 303 (1922-1923). — Rapport, n° 212 (1923-1924). — Amendements n^os 258, 269 et 276 (1923-1924). — Texte adopté au premier vote, n° 290 (1923-1924). — Projet de loi amendé par le Sénat, n° 110 (1924-1925). — Rapport, n° 128 (1924-1925).

Annales parlementaires. — Séances des 21 mai, 4 et 11 juin 1924, 5 et 6 mars 1925.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 183. — Rapports, n^os 20 et 37. — Texte adopté au premier vote, n° 26.

Annales parlementaires. — Séances des 10 et 11 décembre 1924, 20 et 21 janvier 1925.

MINISTERIE VAN NIJVERHEID, ARBEID EN MAATSCHAPPELIJKE VOORZORG.

ALGEMEENE DIRECTIE VAN HET NIJVERHEIDSWEZEN.

Wet op de electriciteitsvoorziening (1).

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeene bepalingen.*

Artikel 1. De bepalingen dezer wet laten onverlet de rechten en verplichtingen in verband met de electriciteitsvoorzieningen vóór het van kracht worden dezer wet, als vergunning of openbaar bedrijf ondernomen, behoudens de bij artikel 30 bepaalde uitzonderingen.

Voor de vergunningen zijn deze rechten beperkt tot den duur der loopende vergunningscontracten, en, voor de openbare bedrijven, tot een termijn van dertig jaar te rekenen vanaf de afkondiging dezer wet.

De bepalingen dezer wet zijn niet van toepassing op de spoorwegen, de trams, de telegrafen en de telefonen waarvan de aanleg op de openbare wegen en de inbedrijfneming door afzonderlijke wetten worden geregeld.

Art. 2. Met het doel en onder de voorwaarden bij deze wet voorzien, hebben de Staat, de provinciën en de gemeenten het recht electrische energie over te brengen en te bezorgen door middel van geleidingen langs de openbare wegen die tot het grondgebied van elk hunner behooren of niet.

De Staat, de provinciën en de gemeenten hebben evenzeer het recht aan particulieren of aan vennootschappen toe te laten,

(1) KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Memorie van toelichting en tekst van het wetsontwerp, n° 303 (1922-1923). — Verslag, n° 212 (1923-1924). — Amendementen, n^os 258, 269 en 276 (1923-1924). — Tekst in 1^e lezing aangenomen, n° 290 (1923-1924). — Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat, n° 110 (1924-1925). — Verslag, n° 128 (1924-1925).

Annales parlementaires. — Vergaderingen van 21 Mei, 4 en 11 Juni 1924, 5 en 6 Maart 1925.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, n° 183. — Verslagen, n^os 20 en 37. — Tekst in 1^e lezing aangenomen, n° 26.

Annales parlementaires. — Vergaderingen van 10 en 11 December 1924, 20 en 21 Januari 1925.

publique dans les mêmes conditions pour l'installation de conducteurs d'énergie électrique, lorsqu'ils leur accordent, conformément aux dispositions ci-après, soit une concession de distribution, soit une permission de voirie.

Art. 3. Au point de vue de la distribution, les fournitures d'énergie électrique sont subdivisées en deux catégories :

La catégorie A comprend les fournitures utilisées exclusivement ou principalement soit pour l'éclairage, soit pour la force motrice dans tous les cas où la puissance requise est inférieure à 1.000 kilowatts.

La catégorie B comprend les fournitures utilisées à concurrence de 85 p. c. au moins pour la force motrice lorsque la puissance quart horaire maxima utilisée normalement pour les propres besoins de chaque consommateur pris individuellement dépasse 1,000 kilowatts.

Seules les fournitures de la catégorie A sont susceptibles de faire l'objet d'un monopole de distribution.

Les fournitures dites « pour l'éclairage » comprennent également celles destinées aux autres applications domestiques de l'énergie électrique; les fournitures dites « pour la force motrice » comprennent celles qui se rapportent aux autres applications industrielles de cette énergie.

CHAPITRE II. — *De la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique par l'Etat et les provinces.*

Art. 4. L'Etat et, sur leur territoire respectif, les provinces, ont le droit d'établir et d'exploiter des usines pour la production de l'énergie électrique ainsi que des lignes ou réseaux pour transporter cette énergie vers les établissements et services dont ils ont la gestion. Ils peuvent, de la même manière, assurer le transport de l'énergie qu'ils achètent à d'autres producteurs pour l'alimentation des dits établissements et services.

L'Etat et les provinces, lorsqu'elles y sont autorisées par arrêté royal, peuvent avec les mêmes moyens fournir en bloc l'énergie électrique à des entreprises de distribution régies ou concédées par les communes et desservir les particuliers pour les fournitures comprises dans la catégorie *B* moyennant, le cas échéant, d'acquitter les redevances prévues par les articles 7 et 8.

CHAPITRE III. — *Des régies communales et intercommunales.*

Art. 5. Toute commune peut, sur son propre territoire ou sur celui d'une autre commune, établir et exploiter une usine pour la production de l'énergie électrique ainsi que les lignes nécessaires pour relier cette usine aux établissements et services dont elle a la gestion.

La commune peut aussi, avec l'énergie produite par cette usine ou avec celle qui lui serait livrée par tout autre producteur, desservir, par une distribution publique exploitée en régie, la généralité des consommateurs établis sur son territoire.

Le droit de distribution de la régie peut s'exercer à titre exclusif, mais uniquement à l'égard des particuliers qui requièrent les fournitures d'énergie électrique comprises dans la catégorie *A*, et sans préjudice des restrictions résultant des dispositions des articles 10 et 12.

En ce qui concerne les fournitures comprises dans la catégorie *B*, la commune peut imposer aux distributions concurrentes le payement d'une redevance qui ne pourra dépasser 5 p. c. du montant de la recette brute.

Art. 6. En conformité avec les stipulations de la loi du 1er mars 1922, les communes ont aussi le droit de s'associer pour établir sur le territoire des communes associées ou au dehors de ce territoire, des usines de production d'énergie électrique pour distribuer et vendre du courant sur l'ensemble ou une partie de leur territoire, ou pour un de ces objets seulement.

Les conditions indiquées à l'article précédent pour les distributions exploitées en régie par une commune sont applicables à la distribution exploitée par une association de communes.

Art. 7. Les conditions techniques générales de la distribution exploitée en régie par la commune ou par l'association de communes sont soumises à l'avis de la députation permanente et à l'approbation du Roi.

onder dezelfde voorwaarden, den openbaren weg te benutten voor den aanleg van geleidingen van electrische energie, wanneer zij hun, overeenkomstig onderstaande bepalingen, hetzij een bezoekingsvergunning, hetzij een wegenistoelating verleenen.

Art. 3. In opzicht van de voorziening, worden de leveringen van electrische energie in twee reeksen verdeeld :

Reeks A omvat de leveringen die uitsluitend of voornamelijk worden aangewend, hetzij voor verlichting, hetzij voor drijfkracht, in al de gevallen waarin het daarvoor vereischt vermogen minder bedraagt dan 1,000 kilowatt.

Reeks B omvat de leveringen tot een beloop van ten minste 85 t. h. aangewend voor drijfkracht, wanneer de voor eigen behoeften van elken verbruiker afzonderlijk normaal aangewende maxima kwarttijdkracht 1,000 kilowatt overschrijdt.

Enkel de leveringen van reeks A kunnen het voorwerp zijn van een voorzieningsmonopolie.

De leveringen gezegd « voor verlichting » omvatten insgelijks die bestemd voor de overige huishoudelijke aanwendingen van electrische energie; de leveringen gezegd « voor drijfkracht » omvatten die in verband met andere aanwendingen dezer energie in de nijverheid.

HOOFDSTUK II. — *Voortbrengst, vervoer en bezorging van electrische energie door den Staat en de provinciën.*

Art. 4. De Staat en, op haar eigen grondgebied, de provinciën, hebben het recht fabrieken voor de voortbrengst van electrische energie, alsmede lijnen en netten voor het vervoer dezer energie naar de inrichtingen en diensten door hen beheerd, in te richten en in bedrijf te nemen. Zij mogen op dezelfde wijze de energie vervoeren door hen bij andere voortbrengers aangekocht, tot voorziening van bedoelde inrichtingen en diensten.

Wanneer zij bij koninklijk besluit daartoe gemachtigd zijn, mogen de Staat en de provinciën, met dezelfde middelen, electrische energie globaal leveren aan voorzieningsbedrijven door de gemeenten geëxploiteerd of in vergunning gegeven en particulieren bedienen wat betreft de leveringen van reeks *B*, onder voorwaarde, bij voorkomend geval, de bij de artikelen 7 en 8 voorziene huurgelden te betalen.

HOOFDSTUK III. — *Gemeentelijke en intercommunale bedrijven.*

Art. 5. Elke gemeente mag, op haar grondgebied of op dat eener andere gemeente een fabriek voor de voortbrengst van electrische energie alsmede de noodige lijnen om die fabriek te verbinden met de door haar beheerde inrichtingen en diensten, inrichten en in bedrijf nemen.

De gemeente mag ook, met de energie door deze fabriek voortgebracht of door elk anderen voortbrenger geleverd, al de verbruikers op haar grondgebied bedienen door middel van een openbaar gemeentelijk voorzieningsbedrijf.

Het recht van bezorging door het gemeentebedrijf mag uitsluitend en alleen worden uitgeoefend ten aanzien van particulieren die leveringen aanvragen van electrische energie voorzien onder reeks *A*, onverminderd de beperkingen naar luid der artikelen 10 en 12.

Wat betreft de leveringen van reeks *B*, mag de gemeente aan de mededingende voorzieningsondernemingen de betaling van een huurgeld opleggen. Dit laatste mag 5 t. h. van het bedrag der ruwe ontvangst niet overschrijden.

Art. 6. Overeenkomstig de bepalingen der wet van 1 Maart 1922, hebben de gemeenten ook het recht zich te vereenigen om op of buiten het grondgebied der vereenigde gemeenten, fabrieken tot voortbrenging van electrische energie op te richten voor de bezorging en den verkoop van stroom over geheel of over een gedeelte van haar grondgebied, of enkel voor een dezer doeleinden.

De in voorgaand artikel gestelde voorwaarden voor de gemeentebedrijven zijn van toepassing op het voorzieningsbedrijf door een vereeniging van gemeenten in bedrijf genomen.

Art. 7. De algemeene technische voorwaarden van het gemeentelijk of intercommunaal voorzieningsbedrijf zijn onderworpen aan het advies der bestendige deputatie en aan 's Konings goedkeuring.

Exception est faite pour les communes de plus de 50,000 habitants.

Le tarif maximum que la régie est admise à appliquer pour fournitures de la catégorie *A*, ainsi que le taux des redevances qui peuvent être exigées des autres distributeurs du chef des fournitures de la catégorie *B*, effectuées en concurrence avec la régie, sont soumis à l'approbation de la députation permanente, sauf recours au Roi.

CHAPITRE IV. — *Des concessions communales et intercommunales.*

Art. 8. Pour tout ou partie de leur territoire, la commune ou l'association de communes peuvent octroyer à un particulier ou à une société la concession de la distribution de l'énergie électrique dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues à l'article 5 pour les distributions exploitées en régie.

La constitution d'une association de communes en vue de l'octroi d'une concession est soumise aux formalités prescrites par la loi du 1er mars 1922.

La concession fait l'objet d'une adjudication publique sur les bases d'un cahier des charges arrêté ou approuvé par le Roi.

La décision motivée du collège des bourgmestre et échevins, accompagnée du procès-verbal de l'adjudication, est soumise à l'approbation de la députation permanente, sauf recours au Roi.

Seront soumises en même temps à l'approbation de la députation permanente, sauf recours au Roi, les redevances qui pourront être perçues par les communes, sur les recettes brutes du chef des fournitures de la catégorie *B*, effectuées en concurrence avec les concessionnaires.

CHAPITRE V. — *Des permissions de voirie.*

Art. 9. Des permissions de voirie peuvent être accordées à des particuliers ou à des sociétés pour l'établissement de conducteurs électriques sur ou sous les voies publiques. Elles sont soumises aux conditions que les autorités compétentes jugeront utiles d'imposer lors de leur octroi ou ultérieurement.

Art. 10. En aucun cas, l'existence d'une distribution régie par une commune ou concédée par elle en vertu de la présente loi ne peut faire obstacle à ce que des permissions de voirie soient accordées en vue de réaliser les fins indiquées ci-après :

a) Transporter l'énergie électrique sans distribution ni vente dans le territoire de cette commune;

b) Permettre à une entreprise industrielle ou agricole de relier, pour son propre usage, ses différents sièges d'exploitation à sa centrale électrique;

c) Distribuer l'énergie électrique aux consommateurs pour les fournitures comprises dans la catégorie *B*;

d) Relier entre elles les centrales de groupements de l'Etat, des provinces, des communes et des particuliers, constitués dans un but de secours ou d'échange ou en vue d'assurer une meilleure utilisation des machines motrices.

En ce qui concerne les centrales appartenant à des particuliers, ne pourront être admises à jouir du bénéfice de la présente disposition que celles d'entre elles dont la puissance génératrice installée et en ordre de service est d'au moins :

500 kilowatts pour les centrales hydrauliques, les centrales dépendant de hauts fourneaux, de fours à coke, de charbonnages et, d'une manière générale, les centrales utilisant des produits de récupération;

1,000 kilowatts pour les centrales thermiques quelconques alimentées au charbon ou au combustible liquide, qui demandent à se raccorder à un groupement comprenant des installations de la catégorie précédente;

1,500 kilowatts pour les centrales thermiques quelconques qui demandent à se raccorder avec une ou des centrales n'utilisant aucun produit de récupération.

Le bénéfice de cette disposition est, en outre, subordonné à la condition que les établissements des particuliers dont dépendent les centrales requièrent normalement à leur usage une puissance quart horaire maxima d'utilisation au moins égale pour chaque catégorie à la puissance génératrice indiquée ci-dessus pour la centrale.

Uitzondering wordt gemaakt voor de gemeenten met meer dan 50,000 inwoners.

Het maximum-tarief dat het gemeentebedrijf mag toepassen voor leveringen der reeks *A*, alsook het bedrag der huurgelden wegens leveringen der reeks *B*, in mededinging met het gemeentebedrijf gedaan, worden aan het advies der bestendige deputatie onderworpen, behoudens beroep op den Koning.

HOOFDSTUK IV. — *Gemeentelijke en intercommunale vergunningen.*

Art. 8. Voor geheel of voor een gedeelte van haar grondgebied mogen de gemeente of de vereeniging van gemeenten aan een particulier of aan een vennootschap de voorziening van electrische energie in vergunning geven onder dezelfde voorwaarden als die voorzien bij artikel 5 voor de gemeentebedrijven.

Het stichten van een vereeniging van gemeenten voor het verleenen eener vergunning wordt onderworpen aan de formaliteiten voorgeschreven bij de wet van 1 Maart 1922.

De vergunning wordt in openbare aanbesteding gegeven op grond van een lastkohier door den Koning vastgesteld of goedgekeurd.

De beredeneerde beslissing van het college van burgemeester en schepenen, waarbij gevoegd het proces-verbaal der aanbesteding wordt aan de goedkeuring van de bestendige deputatie onderworpen, behoudens beroep op den Koning.

Worden terzelfder tijd aan de goedkeuring van de bestendige deputatie onderworpen, behoudens beroep op den Koning, de huurgelden die door de gemeenten worden geheven op de ruwe ontvangsten wegens leveringen der reeks *B*, gedaan in mededinging met de vergunninghouders.

HOOFDSTUK V. — *Wegenistoelatingen.*

Art. 9. Wegenistoelatingen kunnen worden verleend aan particulieren of aan vennootschappen voor het aanleggen van electrische geleidingen boven of onder de openbare wegen. Zij zijn onderworpen aan de voorwaarden die de bevoegde overheid, bij de verleening of later, nuttig acht.

Art. 10. In geen geval kan het bestaan van een voorzieningsbedrijf, door een gemeente beheerd of door haar krachtens deze wet in vergunning gegeven, beletten dat er wegenistoelatingen worden gegeven voor de volgende doeleinden :

a) Om electrische energie te vervoeren zonder bezorging of verkoop op het grondgebied dezer gemeente,

b) Om een nijverheids- of landbouwbedrijf toe te laten, voor eigen gebruik, zijn onderscheidene bedrijfszetels met zijn electrische centrale te verbinden;

c) Om electrische energie te bezorgen aan de verbruikers voor de leveringen van reeks *B*;

d) Om onderling de centralen te verbinden behoorende tot groepeeringen van den Staat, van de provinciën, van de gemeenten en van de particulieren opgericht met het doel elkaar te helpen of stroom te wisselen, of om de drijfmachines beter te benuttigen.

Van de aan particulieren behoorende centralen kunnen alleen worden toegelaten tot het voordeel van deze bepaling, diegene wier opgesteld en gangvaardig voortbrengstvermogen ten minste kan leveren :

500 kilowatt voor de hydraulische centralen, de centralen behoorende tot hoogovens, coke-ovens, steenkolenmijnen en, over het algemeen, de centralen welke de teruggewonnen producten benutten.

1,000 kilowatt voor alle thermische centralen die door middel van steenkolen of van vloei-brandstoffen worden gestookt en die aansluiting vragen bij eene groepeering welke inrichtingen als onder de vorige reeks bezit;

1,500 kilowatt voor al de thermische centralen die aansluiting vragen bij een of meer centralen welke geen enkel teruggewonnen product benutten.

Het voordeel van deze bepaling wordt bovendien afhankelijk gesteld van de voorwaarde dat de inrichtingen van particulieren waarvan de centralen afhangen, voor haar gebruik normaal een maxima kwarttijdkracht van benutting eischen, ten minste gelijk, voor elke reeks, aan het hierboven voor de centrale aangegeven voortbrengstvermogen,

Toutefois, cette dernière condition ne s'applique pas aux centrales hydrauliques;

e) Alimenter une entreprise industrielle ou agricole en énergie électrique lorsque la régie ou le concessionnaire refuse de desservir celle-ci aux conditions générales d'abonnement, et notamment dans le délai qui leur est imparti par le cahier des charges pour effectuer la fourniture;

f) Alimenter une entreprise dont l'exploitation serait arrêtée par suite d'un accident, pendant le temps strictement nécessaire pour effectuer les réparations requises.

Art. 11. Les permissions de voirie sont accordées par les communes lorsque les lignes ne s'étendent pas au delà des limites de leur territoire, par la députation permanente du conseil provincial si les lignes sont établies sur territoire de plusieurs communes, les administrations intéressées ayant été préalablement entendues; dans chaque cas la décision ne devient exécutoire qu'après avoir reçu l'approbation du Roi, qui peut la réformer.

Lorsque les lignes à établir s'étendent sur le territoire de plus d'une province, ou qu'elles se prolongent en dehors des frontières du pays, les permissions de voirie sont accordées par le Roi, les autorités communales et provinciales intéressées ayant été préalablement entendues.

Les permissions de voirie ne peuvent être retirées que par les autorités qui les ont octroyées et sous réserve des mêmes consultations.

Art. 12. Le droit des régies et des concessionnaires ne fait pas obstacle à ce que les titulaires d'une permission de voirie fassent usage de l'énergie électrique qu'ils transportent pour assurer le fonctionnement des services auxiliaires dans les sous-stations et éclairer les locaux y affectés.

CHAPITRE VI. — *Des droits et obligations des entreprises de transport et de distribution.*

Art. 13. L'Etat, les provinces, les communes, les associations de communes, de même que les concessionnaires de distributions publiques et les titulaires de permissions de voirie, ont le droit d'exécuter sur ou sous les places, routes, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public de l'Etat, des provinces et des communes, tous les travaux que comportent l'établissement et l'entretien en bon état des lignes aériennes ou souterraines, à condition toutefois de se conformer aux lois et aux règlements, ainsi qu'aux dispositions spécialement prévues à cet effet, soit dans les décisions administratives, soit dans les actes de concession ou de permission.

Lorsque l'intérêt de la défense nationale l'exige, le gouvernement a le droit de faire modifier les dispositions ou le tracé d'une installation ainsi que les ouvrages qui s'y rapportent. Les frais des travaux sont à charge de l'entreprise qui a établi l'installation.

L'Etat, les provinces et les communes ont, en tout cas, sur leur domaine respectif, le droit de faire modifier ultérieurement les dispositions ou le tracé d'une installation, ainsi que les ouvrages qui s'y rapportent. Si les modifications sont imposées, soit pour un motif de sécurité publique, soit pour préserver la beauté d'un site, soit dans l'intérêt de la voirie, des cours d'eau, des canaux ou d'un service public, soit comme conséquence des changements apportés par les riverains aux accès des propriétés en bordure des voies empruntées, les frais de travaux sont à charge de l'entreprise qui a établi l'installation; dans les autres cas, ils sont à charge de l'autorité qui impose les modifications. Celle-ci peut exiger un devis préalable et, en cas de désaccord, procéder elle-même à l'exécution des travaux.

Les communes et associations de communes ne sont astreintes à aucune formalité administrative pour placer et entretenir les canalisations électriques sur leur propre voirie.

Art. 14. L'Etat, les provinces et les communes, de même que les concessionnaires, dans la mesure où les actes de concession les y autorisent, ont le droit :

1° D'établir à demeure des supports et des ancrages pour conducteurs aériens d'énergie électrique à l'extérieur des murs et façades donnant sur la voie publique; ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites par les règlements généraux prévus à l'article 21;

2° De faire passer sans attache ni contact des conducteurs d'énergie électrique au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions que celles spécifiées au 1° ci-dessus;

Dit laatste vereischte is echter niet van toepassing op de hydraulische centralen;

e) Om een nijverheids- of landbouwbedrijf van electrische energie te voorzien wanneer het gemeentebedrijf of de vergunninghouder weigert het onder de algemeene abonnementsvoorwaarden daarvan te voorzien en namelijk binnen den hun door het lastkohier gestelden leveringstermijn;

f) Om van electrische energie te voorzien een bedrijf waarvan de werking, ingevolge een ongeval, mocht stopgezet zijn, gedurende den voor de herstellingen streng noodigen tijd.

Art. 11. De wegenistoelatingen worden gegeven door de gemeenten, wanneer de lijnen zich niet buiten de grenzen van haar grondgebied uitstrekken, door de bestendige deputatie van den provincialen raad, indien de lijnen op het grondgebied van verscheidene gemeenten zijn aangelegd, de betrokken gemeentebesturen vooraf gehoord; in ieder geval is de beslissing slechts uitvoerbaar na goedkeuring door den Koning, die haar mag wijzigen.

Wanneer de aan te leggen lijnen loopen over het grondgebied van meer dan een provincie of dat zij voortloopen buiten 's lands grenzen, dan worden de wegenistoelatingen door den Koning verleend, de betrokken gemeente- en provinciebesturen vooraf gehoord.

De wegenistoelatingen kunnen slechts worden ingetrokken door de overheid die ze heeft verleend en mits dezelfde raadplegingen.

Art. 12. Het recht der gemeentebedrijven en der vergunninghouders belet niet de houders eener wegenistoelating gebruik te maken van de electrische energie die zij vervoeren voor de werking der hulpdiensten in de onderstations en om de lokalen daartoe behoorend te verlichten.

HOOFDSTUK VI. — *Rechten en verplichtingen der vervoer- en voorzieningsbedrijven.*

Art. 13. De Staat, de provinciën, de gemeenten, de vereenigingen van gemeenten, alsmede de vergunninghouders van openbare voorzieningsbedrijven en de houders van wegenistoelatingen, hebben het recht boven of onder de plaatsen, banen, paden, waterloopen, en kanalen die deel uitmaken van het openbaar domein van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, alle werken uit te voeren voor het aanleggen en behoorlijk onderhouden der boven- en ondergrondsche lijnen, mits zich te gedragen naar de wetten en de verordeningen, alsmede naar de inzonderheid met dit doel, hetzij in bestuursbeslissingen, hetzij in de akten van bedrijfsvergunning of wegenistoelating, voorziene bepalingen.

Wanneer het belang der landsverdediging zulks vereischt, heeft de regeering het recht de schikkingen of het plan eener inrichting te wijzigen alsmede de werken daarmede in verband. De kosten der werken vallen ten laste der onderneming die de inrichting heeft aangelegd.

De Staat, de provinciën et de gemeenten hebben, in alle geval, het recht de schikkingen of het plan eener inrichting naderhand te laten wijzigen, alsmede de werken daarmede in verband. Indien de wijzigingen noodzakelijk zijn, hetzij om reden van openbare veiligheid, hetzij om de schoonheid van een landschap te vrijwaren, hetzij in het belang van de wegen, waterloopen, kanalen of van een openbaren dienst, hetzij ingevolge wijzigingen door de belendende eigenaars toegebracht aan den toegang der eigendommen langs de gevolgde wegen, dan vallen de kosten der werken ten laste van de onderneming die de geleiding heeft aangelegd : in de overige gevallen, komen zij ten bezware van de overheid die de wijzigingen gelast. Deze laatste mag een voorafgaand bestek vragen en, in geval van oneenigheid, zelf tot de uitvoering der werken overgaan.

De gemeenten en vereenigingen van gemeenten zijn tot geen bestuurlijke formaliteit gehouden om de electrische geleidingen op haar grondgebied aan te leggen of te onderhouden.

Art. 14. De Staat, de provinciën en de gemeenten, alsmede de vergunninghouders, in de mate waarin zij door de vergunningsakte daartoe zijn gemachtigd, hebben het recht :

1° Op blijvende wijze steunen en ankers aan te brengen voor bovengrondsche electrische energiegeleidingen, aan de buitenzijde van de muren en gevels die uitgeven op den openbaren weg; dit recht mag slechts worden uitgeoefend onder de voorwaarden bepaald bij de algemeene verordeningen voorzien bij artikel 21;

2° De electrische energiegeleidingen boven de private eigendommen laten doorgaan zonder vasthechting noch aanraking, onder dezelfde voorwaarden als die vermeld in bovenstaand 1°.

3° De couper les branches d'arbres qui se trouvent à proximité des conducteurs aériens d'énergie électrique et pourraient occasionner des courts-circuits ou des dégats aux installations.

Sauf les cas d'urgence, le droit de couper les branches d'arbres est toutefois subordonné soit au refus du propriétaire d'effectuer l'ébranchage, soit au fait qu'il aurait laissé sans suite pendant un mois l'invitation d'y procéder.

Art. 15. Le gouvernement, après enquête et par arrêté royal motivé, pourra déclarer qu'il y a utilité publique à établir les lignes électriques sur ou sous des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Cette déclaration confère à l'entreprise intéressée le droit d'installer ces lignes sur ou sous ces terrains, d'en assurer la surveillance et de procéder aux travaux d'entretien et de réfection, le tout aux conditions déterminées dans le dit arrêté.

Le gouvernement pourra, dans les mêmes conditions, autoriser le titulaire d'une permission de voirie à faire usage des droits spécifiés à l'article 14.

Art. 16. Avant d'user des droits conférés par les articles 14 et 15, l'entreprise intéressée devra soumettre à l'approbation de l'autorité dont relève la voie publique, le tracé de l'emplacement et des détails d'installation des conducteurs.

Cette autorité devra statuer dans les trois mois de la date d'envoi du tracé et donner notification de sa décision à cette entreprise. Passé ce délai, celle-ci sera admise à adresser sa demande au gouvernement, qui statuera.

Les travaux ne pourront être commencés qu'après une notification directe aux propriétaires et locataires intéressés.

L'exécution de ces travaux n'entraîne aucune dépossession. La pose d'appuis sur les murs ou façades ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. Les lignes souterraines et supports établis dans un terrain ouvert et non bâti devront être enlevés à la demande du propriétaire, si celui-ci use de son droit de se clore ou de bâtir; les frais de l'enlèvement de ces lignes et supports seront à charge de celui qui les aura établis. Mais le propriétaire devra, six mois au moins avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou construction, prévenir par écrit l'administration, le concessionnaire ou le titulaire de permission de voirie intéressé.

Art. 17. Les entreprises intéressées indemniseront les propriétaires et les locataires du préjudice qui pourra résulter de l'application des articles 14 et 15 d'après l'estimation qui en sera faite, soit à l'amiable, soit par le juge compétent. Ces indemnités pourront avoir la forme d'une redevance annuelle, payable par anticipation.

Art. 18. Les indemnités pour dommages résultant de l'établissement ou de l'exploitation d'une distribution d'énergie électrique sont entièrement à charge de l'entreprise intéressée, qui reste responsable de toutes les conséquences dommageables envers les tiers.

Art. 19. Si une nouvelle ligne de transport d'énergie électrique doit suivre en tout ou en partie le même parcours qu'une ligne déjà établie, l'autorité qui a compétence pour autoriser la nouvelle installation, d'accord avec celle qui a autorisé l'installation existante, peut, moyennant l'approbation du gouvernement, prescrire l'usage en commun, soit des mêmes supports pour les conducteurs aériens, soit des mêmes caniveaux pour les conducteurs souterrains, tous droits réservés.

Art. 20. Les administrations des télégraphes et des téléphones de l'Etat et des chemins de fer de l'Etat ou les compagnies de chemins de fer concédés ou le Département de la Défense Nationale peuvent adresser aux exploitants des lignes électriques dont les conducteurs empruntent la voie publique, ainsi qu'aux entreprises de transport et de distribution d'énergie électrique dont les conducteurs n'empruntent pas la voie publique, mais se rapprochent à moins de 10 mètres de distance horizontale d'une ligne affectée d'une façon permanente aux télécommunications, une réquisition à l'effet de faire prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire cesser toute perturbation nuisible aux transmissions télégraphiques ou téléphoniques ou de signalisation dans le rayon d'influence des conducteurs d'énergie électrique.

3° De boomtakken af te hakken die dicht bij de bovengrondsche electrische energiegeleidingen hangen en die kortsluitingen of schade aan de geleiding zouden kunnen veroorzaken.

Behoudens de dringende gevallen, wordt het recht boomtakken af te hakken echter afhankelijk gesteld, hetzij van de weigering van den eigenaar zulks te doen, hetzij van het feit dat bedoelde eigenaar gedurende een maand het desbetreffend verzoek zonder gevolg heeft gelaten.

Art. 15. De regeering, na onderzoek en bij beredeneerd koninklijk besluit, mag verklaren dat het van algemeen nut is electrische lijnen aan te leggen boven of onder private onbebouwde gronden, die niet door muren of dergelijke omheiningen zijn afgesloten.

Door deze verklaring bekomt de belanghebbende onderneming het recht bedoelde lijnen aan te leggen boven of onder deze gronden voor het toezicht daarop te zorgen en de onderhouds- en herstellingswerken uit te voeren, dit alles onder de bij bedoeld besluit bepaalde voorwaarden.

De regeering mag, onder dezelfde voorwaarden, den houder eener wegenistoelating machtigen de bij artikel 14 bepaalde rechten uit te oefenen.

Art. 16. Vooraleer de rechten krachtens de artikelen 14 en 15 verleend uit te oefenen, onderwerpt de belanghebbende onderneming het plan der plaats en de bijzonderheden van den aanleg der geleidingen aan de goedkeuring der overheid van wie de openbare weg afhangt.

Deze overheid beslist binnen drie maand te rekenen van den datum waarop het plan werd ingezonden, en zij geeft de belanghebbende onderneming kennis van haar beslissing. Na dezen termijn kan de onderneming haar aanvraag zenden naar de regeering die beslist.

De werken mogen slechts aanvangen na rechtstreeksche kennisgeving aan de belanghebbende eigenaars en huurders.

De uitvoering der werken heeft geen onteigening voor gevolg. Het plaatsen van draagijzers op muren of gevels kan den eigenaar niet hinderen in zijn recht van afbreken, herstellen of ophoogen. De ondergrondsche lijnen en de steunen geplaatst in een open onbebouwden grond dienen, op verzoek van den eigenaar, te worden weggenomen, indien deze zijn recht van omheinen of bouwen uitoefent; de kosten van het wegnemen dezer lijnen en steunen vallen ten laste van wie hen heeft aangebracht. Maar de eigenaar dient ten minste zes maand vóór het aanvangen der afbraak-, herstellings-, ophoogings-, omheinings- en bouwwerken, het betrokken bestuur, den houder van een bedrijfs- of van een wegenistoelating te verwittigen.

Art. 17. De belanghebbende ondernemingen vergoeden de eigenaars en de huurders voor het nadeel dat uit de toepassing der artikelen 14 en 15 mocht voortspruiten, volgens schatting bij minnelijke schikking of door den bevoegden rechter. Bedoelde vergoedingen mogen worden verleend onder den vorm van een jaarlijksch huurgeld vooraf betaalbaar.

Art. 18. De vergoedingen voor schade wegens aanleg of exploïtatie van een electriciteitsvoorziening vallen geheel ten laste van het betrokken bedrijf, dat aansprakelijk blijft voor al de voor derde personen schadelijke gevolgen.

Art. 19. Indien eene nieuwe lijn voor het vervoer van electrische energie geheel of gedeeltelijk den weg eener reeds aangelegde lijn moet volgen, dan mag de overheid, die bevoegd is de nieuwe geleiding toe te laten, in overleg met die welke de aangelegde lijn heeft toegelaten, mits goedkeuring vanwege de regeering, het gemeenschappelijk gebruik voorschrijven, hetzij van dezelfde steunen voor de bovengrondsche geleidingen, hetzij van dezelfde ondergrondsche geleidingskanalen, alle rechten voorbehouden.

Art. 20. Van hen die electrische lijnen, waarvan de geleidingen den openbaren weg benutten, in bedrijf hebben, alsmede van de ondernemingen van vervoer en van bezorging van electrische energie waarvan de geleidingen den openbaren weg niet benutten, maar die op minder dan 10 meter horizontalen afstand liggen van een lijn die blijvend is bestemd voor de telecommunicaties, mogen de beheeren der Staatstelegrafen en -telefonen en der Staatsspoorwegen of de maatschappijen der vergunde spoorwegen of het Departement van Landsverdediging vorderen dat zij de noodige maatregelen doen nemen om te voorkomen of te doen ophouden elke stoornis nadeelig voor telegrafische, telefonische of seinoverbrengingen, binnen de straal van beïnvloeding der electrische energiegeleidingen.

...es mesures prévues ci-dessus seront étudiées avec le souci d'as...er un maximum de sécurité moyennant un minimum de dépenses; ...s n'excluent pas éventuellement des modifications à faire aux ...nes de télécommunications.

...es exploitants des lignes de transport d'énergie électrique visées ...dessus sont tenus de donner une suite immédiate à toute réqui...ion en vue de faire cesser sur-le-champ toute perturbation ou ...luence nuisible. Faute de satisfaire à cette réquisition, les mesures ...ées nécessaires, y compris le déplacement ou la modification des ...allations de transmission d'énergie autorisées ou des lignes de ...écommunications seront ordonnées par les services intéressés, ...frais, risques et périls des exploitants.

CHAPITRE VII. — *Règlements généraux d'exécution de la loi.*

Art. 21. Des arrêtés royaux détermineront notamment :

1° Les règlements généraux relatifs à l'établissement et à l'exploi...tion des lignes électriques, ainsi qu'aux mesures de sécurité, sans ...préjudice au droit de police des autorités constituées;

2° Les clauses d'un cahier des charges-type sur la base duquel ...urra en tout cas se faire l'adjudication des distributions à con...cer;

3° L'échelle des redevances maxima que l'Etat, les provinces et ... communes sont autorisées à percevoir pour l'occupation du ...mai... public par les lignes établies en vertu de permissions de ...rie;

4° La procédure à suivre par l'Etat, les provinces et les communes ...ur l'utilisation d'une voirie ne faisant pas partie de leur domaine ...spectif;

5° La forme dans laquelle doit être faite la demande de permission ... voirie, les documents qui doivent l'accompagner, les enquêtes à ...fectuer par les autorités saisies d'une telle demande, les délais ...ns lesquels ces autorités doivent statuer et notifier leurs décisions ...x intéressés.

Art. 22. Il est créé auprès du Ministère de l'Industrie et du Travail ... comité consultatif permanent.

Les membres de ce comité, en dehors du président, sont choisis ...ur moitié parmi les représentants des régies et industries inté...ssées.

Une ou plusieurs sections permanentes pourront être instituées ... sein de ce comité.

Le comité, de même que les sections permanentes, donnent avis ...r toutes les questions dont ils sont saisis par le Ministre de ...ndustrie et du Travail.

Les arrêtés royaux comportant déclaration d'utilité publique pré...s par les articles 15, ainsi que ceux réglant l'exécution de la ... sur les points déterminés *sub* 1°, 2° et 3° de l'article 21, sont ...is après avis du comité ou de la section compétente. Il en est de ...mêm... ... arrêtés royaux pris en application de l'article 30.

Il en est de même des décisions relatives à l'octroi ou au retrait ...s permissions de voirie prévus par l'article 11 et à l'usage en ...mmun des supports et des caniveaux prévus par l'article 19.

Le dit comité ou la section compétente seront également entendus ...ant qu'il soit statué sur les conditions techniques, esthétiques et ...mmerciales de l'entreprise de distribution exploitée en régie par ... commune ou l'association de communes comme prévu par l'arti...e 7, ainsi que sur l'octroi des concessions prévu à l'article 8.

Un arrêté royal déterminera les conditions d'application du pré...ent article, notamment en ce qui concerne la composition et le ...nctionnement du comité et des sections permanentes.

Art. 23. Le gouvernement peut désigner des fonctionnaires ou ...gents pour constater, concurremment avec tous autres officiers ... police judiciaire et par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à ...reuve contraire, les infractions à la présente loi et aux règlements ...ris en exécution de celle-ci.

Il peut conférer les mêmes pouvoirs aux agents des concession...aires ou des permissionnaires, dans les limites et sous les condi...ons à régler par arrêté royal.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions pénales.*

Art. 24. Les infractions à la présente loi et aux règlements géné...aux pris en exécution de celle-ci seront punis d'un emprisonne...ment d'un à huit jours et d'une amende de 25 à 1,000 francs ou ...l'une de ces peines seulement.

Deze maatregelen moeten worden bestudeerd met het oog op een maximum-veiligheid met een minimum-onkosten; dit belet echter niet dat, bij voorkomend geval, wijzigingen mogen worden toegebracht aan de lijnen voor telecommunicatie.

De personen, die deze lijnen voor het vervoer van electrische energie in bedrijf nemen, zijn gehouden onmiddellijk gevolg te geven aan elke vordering om elke stoornis of nadeeligen invloed dadelijk te doen ophouden. Bij gebreke daarvan worden de noodig geachte maatregelen, met inbegrip van het verplaatsen of wijzigen van toegelaten inrichtingen voor het overbrengen van electrische energie, door de betrokken diensten gelast op kosten en risico van de hoogerbedoelde personen.

HOOFDSTUK VII. — *Algemeene verordeningen ter uitvoering van de wet.*

Art. 21. Koninklijke besluiten bepalen namelijk :

1° De algemeene verordeningen inzake aanleggen en in bedrijf nemen van electrische lijnen en in zake veiligheidsmaatregelen, onverminderd het politierecht der wettige overheid ;

2° De bedingen van een model-lastkohier op grond waarvan in elk geval de aanbesteding der in vergunning te geven voorzieningsbedrijven mag geschieden;

3° De schaal der maxima-huurgelden, die de Staat, de provinciën en de gemeenten gemachtigd zijn te innen uit hoofde van het benutten van het openbaar domein door lijnen krachtens wegenistoelatingen aangelegd;

4° De door den Staat, de provinciën en de gemeenten te volgen regelen voor het benutten van een weg die van hun grondgebied geen deel uitmaakt;

5° Den vorm waaronder de aanvraag om wegenistoelating dient te worden gedaan, de daarbij te voegen bescheiden, de onderzoeken door de overheid bij dewelke zulke aanvraag wordt ingediend, de termijnen binnen dewelke deze overheid haar besluit dient te nemen en aan de belanghebbenden te betekenen.

Art. 22. Bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid wordt een bestendig raadgevend comiteit tot stand gebracht.

Buiten den voorzitter, worden de leden van dit comiteit gekozen voor de helft onder de vertegenwoordigers der betrokken gemeente- en nijverheidsbedrijven.

Een of meer bestendige afdeelingen mogen in den schoot van bedoeld comiteit worden opgericht.

Zoowel het comiteit als de bestendige afdeelingen geven advies omtrent al de aangelegenheden bij hen door den Minister van Nijverheid en Arbeid aanhangig gemaakt.

De koninklijke besluiten houdende verklaring van algemeen nut, voorzien bij artikel 15, alsmede die genomen ter uitvoering van de wet, in verband met de onder nummers 1°, 2° en 3° van artikel 21 bepaalde aangelegenheden, worden genomen na advies van het comiteit of van de bevoegde afdeeling. Dit geldt eveneens voor de koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van artikel 30.

Dit geldt insgelijks voor de beslissingen inzake verleening of intrekking der bij artikel 11 voorziene wegenistoelatingen en inzake het bij artikel 19 voorzien gemeenschappelijk gebruik van steunen en geleidingskanalen.

Het bedoeld comiteit of de bevoegde afdeelingen worden insgelijks gehoord vooraleer beslist wordt over de technische, esthetische en commercieele vereischten van het gemeentelijk of intercommunaal voorzieningsbedrijf, naar luid van artikel 7, alsmede over het verleenen der vergunningen voorzien bij artikel 8.

Een koninklijk besluit bepaalt de toepassingsvoorwaarden van dit artikel, inzonderheid wat betreft de samenstelling en de werkwijze van het comiteit en van de bestendige afdeelingen.

Art. 23. De regeering mag ambtenaren en bedienden aanduiden voor het vaststellen, samen met alle andere ambtenaren der gerechtelijke politie, bij processen-verbaal, rechtsgeldig tot bewijs van het tegendeel, van de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering daarvan genomen verordeningen.

Zij mag met dezelfde bevoegdheid bekleeden de bedienden der bedrijfs- of wegenisvergunninghouders, binnen de grenzen en onder de voorwaarden bij koninklijk besluit te regelen.

HOOFDSTUK VIII. — *Strafbepalingen.*

Art. 24. De overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering daarvan genomen verordeningen worden gestraft met een gevangenisstraf van een tot acht dagen en met een geldboete van 25 tot 1,000 frank of met enkel een dezer straffen.

Les juges de paix connaissent de ces infractions et peuvent, en cas de circonstances atténuantes, réduire l'amende sans qu'elle puisse être inférieure à 5 francs.

Art. 25. Sauf en ce qui concerne les exploitations régies par des lois spéciales, toute personne qui exploite une ligne ou un réseau pour le transport ou la distribution de l'énergie électrique, sans être munie à cet effet d'une concession formelle ou d'une permission de voirie régulière, sera punie d'une amende de 500 à 2,500 francs et devra procéder immédiatement à la mise hors service et à l'enlèvement de la ligne ou du réseau.

Art. 26. L'action publique et l'action civile résultant d'une infraction aux dispositions ci-dessus de la présente loi, ou aux règlements arrêtés en exécution de celle-ci, se prescrivent par une année révolue à partir de la date du procès-verbal constatant l'infraction.

Art. 27. Les dispositions des articles 523, 524 et 525 du Code pénal sont respectivement applicables aux faits de destruction partielle ou totale de machines ou d'installations pour la production, la transformation, le transport, la distribution et l'utilisation de l'énergie électrique et aux faits d'empêchement ou d'atteinte volontaire au transport de l'énergie électrique sur les lignes et réseaux régulièrement autorisés.

Ceux qui, par défaut de précaution, auront involontairement détruit ou dégradé des machines ou installations pour la production, la transformation, la distribution et l'utilisation de l'énergie électrique, empêché ou entravé le transport de celle-ci sur les lignes et réseaux régulièrement autorisés, seront punis des peines indiquées à l'article 563 du Code pénal.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires.*

Art. 28. Les permissions de voirie accordées avant la mise en vigueur de la présente loi ne pourront être retirées que par les autorités qui les ont accordées.

Art. 29. Des permissions de voirie peuvent être accordées dans les conditions indiquées aux articles 9, 10, 11 et 12 de la présente loi dans les communes où existe une distribution exploitée en régie ou concédée avant la mise en vigueur de la présente loi, sous réserve des droits reconnus à l'article 1er.

Art. 30. Dès la mise en vigueur de la présente loi, le gouvernement, après enquête, les autorités provinciales et communales intéressées entendues, et par arrêté royal motivé, pourra dans les conditions indiquées au chapitre VI, accorder des permissions de voirie pour l'établissement de certaines lignes électriques sur ou sous le territoire de communes faisant l'objet de régies ou de concessions au moment de la promulgation de la loi. Toutefois, il ne pourra faire usage de ce droit que dans les cas indiqués aux litteras *a*, *b*, *d*, *e* et *f* de l'article 10 ci-dessus.

Art. 31. La présente loi sera applicable à partir du jour de sa publication.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 1925.

De vrederechters nemen kennis van deze overtredingen en mogen, in geval van verzachtende omstandigheden, de geldboete verminderen zonder dat zij min dan 5 frank mag bedragen.

Art. 25. Behoudens de door afzonderlijke wetten beheerde bedrijven, wordt elke persoon die een lijn of een net voor het vervoer of de bezorging van electrische energie exploiteert, zonder te dien einde houder te zijn van een formeele bedrijfstoelating of van een wegenistoelating, gestraft met eene geldboete van 500 tot 2,500 frank en moet hij onmiddellijk overgaan tot het buiten dienst stellen en het opruimen van de lijn of van het net.

Art. 26. De openbare rechtsvordering en de burgerlijke rechtsvordering wegens overtreding van hoogerstaande bepalingen dezer wet of van de ter uitvoering daarvan genomen verordeningen, verjaren na één jaar vanaf den datum van het proces-verbaal dat de overtreding vaststelt.

Art. 27. De bepalingen der artikelen 523, 524 en 525 van het Strafwetboek zijn onderscheidenlijk van toepassing op feiten van gedeeltelijke of geheele vernieling van machines of inrichtingen voor de voortbrengst, de omzetting, het vervoer, de bezorging en de benuttiging van electrische energie en op feiten van verhindering van of opzettelijken aanslag op het vervoer van electrische energie op de wettelijk toegelaten lijnen en netten.

Zij die, bij gebrek aan voorzorg, zonder opzet machines of inrichtingen voor de voortbrengst, de omzetting, de bezorging en de benuttiging van electrische energie vernielen of beschadigen of die het vervoer daarvan op de wettelijk toegelaten lijnen en netten verhinderen of stremmen, worden gestraft met de bij artikel 563 van het Strafwetboek bepaalde straffen.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangsbepalingen.*

Art. 28. De vóór het van kracht worden dezer wet verleende wegenistoelatingen kunnen slechts worden ingetrokken door de overheid die hen heeft verleend.

Art. 29. Wegenistoelatingen kunnen worden verleend in de voorwaarden bepaald bij de artikelen 9, 10, 11 en 12 van deze wet, in de gemeenten waar, vóór het van kracht worden dezer wet, de electriciteitsvoorziening als gemeentebedrijf of vergunning bestaat, behoudens de rechten bij het eerste artikel erkend.

Art. 30. Vanaf het van kracht worden dezer wet, kan de Regeering, na onderzoek, de betrokken provinciale- en gemeenteoverheden gehoord, en bij beredeneerd koninklijk besluit, in de voorwaarden omschreven in hoofdstuk VI, wegenistoelatingen verleenen voor het aanleggen van sommige electrische lijnen boven of onder het grondgebied van gemeenten, die bij de afkondiging dezer wet het voorwerp uitmaken van gemeentebedrijven of vergunningen. Van dit recht mag zij echter alleen gebruik maken in de gevallen voorzien bij de litt. *a*, *b*, *d*, *e* en *f* van bovenstaand artikel 10.

Art. 31 Deze wet is van toepassing vanaf den dag harer bekendmaking.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekend gemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 10e Maart 1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Van Koningswege :
De Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

P. TSCHOFFEN.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

E. MASSON.